

# Bulletin de l'ACAT

Bulletin de l'ACAT volume 5 numéro 4 – juin 2014 - électronique et imprimé



## Table des matières

**Nuit des Veilleurs** 1

**Centrafrique : tueries au temps de la transition** 2

-----  
Raphaël Lambal, président  
Diane Roy, trésorière  
François Poulin, coordonnateur  
Catherine Malécot, coordonnatrice CCI  
Noëlla Dubreuil, base de données, secrétariat

**Le Bulletin de l'ACAT est publié par  
Action des chrétiens pour l'abolition de la  
torture**

2715 Côte Ste Catherine, Montréal, Québec  
Canada H3T 1B6  
Téléphone : (514) 890-6169  
[info@acatcanada.org](mailto:info@acatcanada.org) / [www.acatcanada.org](http://www.acatcanada.org)

**Fédération internationale**  
[fiacat@fiacat.org](mailto:fiacat@fiacat.org) / [www.fiacat.org](http://www.fiacat.org)

## Nuit des Veilleurs - 26 juin 2014

Prions pour la population de la République Centrafricaine



Ce petit centrafricain a survécu aux machettes des anti-Balaka jusqu'aux camps de réfugiés du Cameroun. Son témoignage est disponible sur Twitter à <https://twitter.com/Refugees/status/473626443566813184> ainsi qu'à partir de la page Nuit des Veilleurs sur [acatcanada.org](http://acatcanada.org).

Dans le cadre de la Nuit des Veilleurs, le 26 juin prochain de 18h00 à 4h00 le matin suivant, nous invitons les membres actifs et les sympathisants de l'ACAT Canada à faire parvenir leurs réflexions et prières en faveur des citoyens de Centrafrique (par courrier ou courriel). Elles seront diffusées sur notre page à cet effet.

Vous trouverez dans ce numéro un résumé de la situation centrafricaine. Le 19 juin nous publierons un recueil de témoignages dans une autre édition du Bulletin.

## Centrafrique : tueries au temps de la transition

Une transition politique, sensée ramener la paix, ensanglante la RCA

par: André-Michel Essoungou - Afrique Renouveau: Avril 2014, page 10

De longues semaines durant, de décembre à janvier, nul n'a eu besoin d'un réveil à Bangui. Coups de feu et tirs d'obus, parfois soutenus et intenses, étaient devenus un rituel matinal dans la capitale de la République centrafricaine (RCA). Pour beaucoup, identifier l'origine de ces tirs était devenu un réflexe de survie.

Signe de la fracture religieuse qui divise désormais le pays, depuis cette période, chrétiens et musulmans risquent leur vie dès qu'ils s'aventurent en dehors de leurs quartiers respectifs. Dans le nouveau Bangui, la ségrégation est une réalité et les tueries sont quotidiennes. Les lynchages rompent à peine la routine. Une fois le macabre exercice terminé la vie, en apparence du moins, suit son cours, comme si de rien n'était.

Le 5 février dernier, non loin du centre-ville de Bangui, des soldats de l'armée régulière ont ainsi lynché un milicien rebelle. Ils ne semblaient pas préoccupés par le fait que des journalistes filmaient la scène. « Tout se passe comme si le pays tout entier a perdu la raison, » a souligné le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU en RCA, le Général Babacar Gaye, lors d'une conférence de presse 24 heures après l'incident. « Nous avons déjà connu des périodes

d'instabilité, mais jamais elle n'avait atteint ce niveau, » analyse Julien Bela, rédacteur en chef du quotidien Centrafrique Matin.

Depuis mars 2013 en effet, les violences ont atteint des niveaux inédits. Tueries, pillages et autres graves violations des droits de l'homme se sont multipliées dans le sillage d'une transition politique ouverte en janvier 2013. Un an plus tard, une extrême inquiétude domine parmi nombre d'analystes et d'officiels de l'ONU notamment.

Depuis début 2013, des milliers de musulmans (environ 15 % d'une population de 4 millions d'habitants), fuyant la mort, ont été contraints à l'exil, comme aux heures les plus sombres de l'histoire de l'humanité. Le 20 février, devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire Général des Nations Unies, a parlé d'une « calamité qui interpelle vivement la conscience de l'humanité ». Ban Ki-moon présentait à l'occasion une initiative en six points appelant la communauté internationale à agir instamment. « L'urgence actuelle est d'une tout autre ampleur, plus inquiétante » a-t-il martelé.

Coalition à contrecœur. Les événements se sont précipités après le coup d'État de mars 2013 mené par la Séléka, une alliance de groupes armés fondée en 2012

par des chefs rebelles du nord à majorité musulmane. La Séléka reproche à l'époque au gouvernement du Président François Bozizé son incapacité à améliorer les conditions de vie des populations centrafricaines, celles du Nord notamment. Les rebelles recrutent parmi les jeunes du Nord du pays, mais aussi au Tchad et au Soudan voisins également à majorité musulmans.

Le 24 mars 2013, l'accord signé à Libreville au Gabon en janvier, entre la Séléka, le Président Bozizé et l'opposition politique, vole en éclat. Frustrée par le refus de Bozizé de partager le pouvoir ainsi que le prévoit l'accord, la Séléka prend le pouvoir. L'événement marque la fin du premier épisode de ce qui va devenir une transition politique mouvementée. « Dès le début, il était évident que la plupart des acteurs de la transition ne voulaient pas en faire partie. Il s'agissait plutôt d'une coalition à contrecœur, » souligne un analyste à Bangui.

Une fois au pouvoir, la Séléka se livre aux pillages, à la destruction d'édifices publics et tue indistinctement ceux qui résistent son autorité. « Au début, nous pensions que ces incidents se poursuivraient pendant une ou deux semaines, » note Julien Bela de Centrafrique Matin. « Mais il est vite devenu évident que les

pillages, les viols et les meurtres allaient se poursuivre. » Dans un rapport publié en décembre 2013, l'International Crisis Group (ICG), une organisation qui œuvre pour la prévention et la résolution des conflits, analyse en effet que la Séléka est « une opération criminelle dont l'objectif est le gain personnel ».

En août, face à l'insécurité qui persiste et à l'impasse au plan politique, Michel Djotodia, le chef de la Séléka et nouvel homme fort de la RCA dissous le mouvement rebelle. Il met en place les institutions de transition, dont un parlement et une commission électorale. Mais rien ne change. L'armée régulière est en fuite. La police, l'administration publique et le système judiciaire sont au mieux moribond. Selon le mot de l'International Crisis Group, le pays est devenu un « État fantôme ».

Pendant ce temps, les combattants de la Séléka, majoritairement musulmans, pillent et tuent. Leurs victimes sont souvent chrétiennes. « Ils arrivaient dans un village et tuaient publiquement tous les hommes, en ciblant les chrétiens en particulier », rappelle un journaliste de Radio Centrafrique, la radio publique. Fin 2013, en réaction, des milices d'auto-défense, connues sous le nom d'anti-Balaka, apparaissent. D'abord dans les zones rurales, ensuite dans les villes.

#### Clivage religieux

À l'instar de la Séléka, les groupes anti-Balaka constituent

une coalition d'entités peu structurées, sans véritable programme politique et n'ayant d'autre mission que de combattre un ennemi commun. Les combattants anti-Balaka se servent de machettes et parfois d'armes à feu. À l'instar des milices Maï Maï de l'est de la République démocratique du Congo voisine, ils portent des amulettes censées protéger contre les balles. Initialement, leur réaction désespérée vise à défendre les populations chrétiennes et non-musulmanes. Leurs ennemis déclarés sont les combattants de la Séléka.

Le 5 décembre, les anti-Balaka passent à l'assaut à Bangui. Ils ciblent et tuent les combattants Séléka, mais aussi des musulmans, soupçonnés de complicité avec la Séléka. Trois semaines plus tard, la Croix-Rouge constate que les combats de Bangui ont fait au moins 1 000 morts. La dimension religieuse de la crise, longtemps subodorée, devient réalité. Au fil des jours, les musulmans de Bangui sont expulsés de quartiers entiers. La tendance se reproduira dans les zones rurales. Une sorte de chasse macabre aux musulmans semble s'être ouverte.

« Musulmans et Chrétiens vivent en harmonie dans ce pays depuis des générations, » soulignent pourtant plusieurs officiels à Bangui. En privé toutefois, certains nuancent le constat. Un employé de la fonction publique rappelle par exemple un des griefs de la minorité musulmane : « combien de fêtes chrétiennes sont

des jours fériés dans ce pays ? Beaucoup. Combien de fêtes musulmanes bénéficient du même statut ? Aucune. »

Début janvier 2014, la RCA est devenue un champ de bataille où s'opposent miliciens anti-Balaka (présentés comme des milices chrétiennes) et combattants de l'ex Séléka (composée de combattants majoritairement musulmans). Plus de 5 000 soldats africains de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), épaulés par quelque 1 600 soldats français de l'opération Sangaris, ont été déployés en décembre. Ce qui a rapidement contribué à ralentir des massacres, mais l'insécurité persiste.

Depuis le début du conflit, un million de personnes ont fui leurs foyers. Autour de 100 000 personnes se sont établies dans un camp autour de l'aéroport de la capitale. Des milliers d'autres ont trouvé refuge au-delà des frontières. Selon les agences humanitaires de l'ONU, la des 4,5 millions de Centrafricains a besoin d'aide. De plus, des milliers d'étrangers venus du Cameroun, du Tchad ou de la République du Congo voisins ont été évacués. Dans leur sillage, des milliers de musulmans Centrafricains ont aussi pris les chemins de l'exil.

#### Une femme aux commandes

C'est dans ce contexte que les leaders de pays d'Afrique centrale, réunis le 10 janvier à

N'djaména au Tchad, contraignent le Président Djotodia à la démission. En cause, son incapacité à diriger la RCA et à maîtriser ses combattants indisciplinés. Michel Djotodia s'en va ensuite en exil au Bénin.

Quelques jours plus tard, la mairesse de Bangui, Catherine Samba-Panza, est élue présidente de la transition par les membres du parlement de transition. Elle forme un gouvernement qui se veut technocratique, promet de rétablir l'autorité de l'État et s'engage à diriger la transition jusqu'aux élections, prévues début 2015.

Après son entrée en fonction, les combats connaissent une accalmie de courte durée. Nombre d'analystes se demandent si l'élection de Catherine Samba-Panza a changé la donne sur le terrain. Sous la pression des groupes anti-Balaka, politiquement affaiblis, les combattants de la Séléka se retirent vers le Nord. De leur côté, les anti-Balaka se transforment en groupes d'auto-défense auxquels se joignent des criminels et des jeunes. Ensemble, ils font régner la terreur et ciblent particulièrement les populations musulmanes.

Fin janvier, le chef de la force de maintien de la paix de l'Union africaine, le général Martin Tumenta Chomu, annonce des mesures de répression contre les groupes anti-Balaka. Une annonce suivie par celle du Général Francisco Soriano, commandant de la mission Sangaris. Des

affrontements s'en suivent. En mars, après douze mois d'instabilité politique et d'insécurité persistante, les incidents violents se multiplient à Bangui et dans le reste du pays.

Au-delà de la tragédie quotidienne, les événements de ces derniers mois suscitent de nombreuses questions : les combattants de l'ex-Séléka qui ont quitté les grandes villes, vaincus mais pas désarmés, referont-ils leur apparition ? Quand et comment les milliers de musulmans qui ont quitté leurs foyers et leur pays reviendront-ils ? Comment les communautés qui ont été déchirées reconstruiront-elles leurs vies ? Quelle est l'ampleur des crimes qui ont été commis au vu et au su de tous et comment les punira-t-on ?

Pour l'instant, à Bangui, ces questions semblent devoir rester sans réponse, du moins jusqu'à ce que la vue de soldats postés dans les principales artères de la ville cesse d'être chose courante et que les bruits de tirs, que l'on entend si souvent ici à l'aube, s'estompent.

Les diamants sont éternellement... un problème

« La RCA est généreusement dotée par la nature de diamants, mais depuis l'époque coloniale les entrepreneurs étrangers et les régimes autoritaires ont bénéficié de ces pierres précieuses plus que le peuple centrafricain », écrit l'ICG dans un rapport publié en 2010, ajoutant que « les Français ont pillé les ressources naturelles

de leur colonie et des dirigeants successifs ont considéré le pouvoir comme un permis de pillage. »

De fait, au fil des années qui ont précédé la crise actuelle, l'exploitation illégale des ressources naturelles a alimenté la corruption et privé l'État de ressources. C'est ainsi qu'en 1993, note l'ICG, la RCA a exporté illégalement 495 000 carats de plus que le total des exportations officielles, qui s'élevaient à 494 000 carats.

Quelque 100 000 personnes exercent dans le secteur minier, mais les plus impliqués ont toujours été les chefs d'État eux-mêmes. Tout commence avec Jean-Bedel Bokassa, l'ancien empereur autoproclamé. Le Président Ange-Félix Patassé quant à lui exploitait sa propre compagnie minière de diamants depuis le palais présidentiel, tandis que François Bozizé, déposé en mars 2013, avait conservé un contrôle étroit sur ce secteur.

« Dans notre pays », déplore Julien Bela, le rédacteur en chef du quotidien Centrafrique Matin, « les dirigeants ne se préoccupent de rien d'autre que de l'exploitation du diamant. Personne n'a de programme de développement de l'agriculture ni d'éducation pour la jeunesse. » Jean-Paul Ngoupandé, un ancien Premier Ministre, renchérit : « En République centrafricaine, les chefs d'État sont avant tout des marchands de diamants. »